

Art. 3 - Vorliegendes Gesetz tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, dass es mit dem Staatssiegel versehen und durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Châteauneuf-de-Grasse, den 5. August 2011

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Premierminister

Y. LETERME

Mit dem Staatssiegel versehen:

Der Minister der Justiz

S. DE CLERCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2011 — 2922

[2011/204908]

26 SEPTEMBRE 2011. — Loi transposant la Directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 modifiant la Directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et la Directive 2002/47/CE concernant les contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi transpose la Directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 modifiant la Directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et la Directive 2002/47/CE concernant les contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 28 avril 1999 visant à transposer la Directive 98/26/CE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres*

Art. 3. Dans la loi du 28 avril 1999 visant à transposer la Directive 98/26/CE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 27 janvier 2011, il est inséré au chapitre I^{er} un article 1^{er}/1 rédigé comme suit :

"Art. 1^{er}/1. Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par :

1° "système" : un accord formel

— convenu entre trois participants ou davantage, sans compter ni l'opérateur de ce système, ni le cas échéant un éventuel organe de règlement, une éventuelle contrepartie centrale, une éventuelle chambre de compensation ou un éventuel participant indirect, et comportant des règles communes ainsi que des procédures normalisées pour la compensation, que celle-ci soit effectuée par l'intermédiaire d'une contrepartie centrale ou non, ou l'exécution des ordres de transfert entre participants;

— régi par la législation d'un Etat membre choisie par les participants; toutefois, les participants peuvent uniquement choisir la législation d'un Etat membre dans lequel l'un d'entre eux au moins a son siège social; et

— désigné en tant que système et notifié à la Commission européenne par l'Etat membre dont la législation est applicable, après que cet Etat membre s'est assuré du caractère adéquat des règles de fonctionnement du système;

2° "institution" :

— un établissement de crédit au sens de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, ou;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2011 — 2922

[2011/204908]

26 SEPTEMBER 2011. — Wet tot omzetting van Richtlijn 2009/44/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 mei 2009 tot wijziging van Richtlijn 98/26/EG betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen en Richtlijn 2002/47/EG betreffende financiële zekerheidsovereenkomsten wat gekoppelde systemen en kredietvorderingen betreft

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet voorziet in de omzetting van Richtlijn 2009/44/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 mei 2009 tot wijziging van Richtlijn 98/26/EG betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen en Richtlijn 2002/47/EG betreffende financiële zekerheidsovereenkomsten wat gekoppelde systemen en kredietvorderingen betreft.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 28 april 1999 houdende omzetting van Richtlijn 98/26/EG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen*

Art. 3. In de wet van 28 april 1999 houdende omzetting van Richtlijn 98/26/EG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen, laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 27 januari 2011, wordt in hoofdstuk I een artikel 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 1/1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° "systeem" : een formele overeenkomst

— tussen drie of meer deelnemers, niet meegerekend de systeemexploitant, noch in voorkomend geval een afwikkelende instantie, een centrale tegenpartij, een clearing house of een indirecte deelnemer, met gemeenschappelijke regels en standaardprocedures voor de clearing, al dan niet via een centrale tegenpartij, of het uitvoeren van overboekingsopdrachten tussen de deelnemers;

— waarop het recht van een door de deelnemers gekozen lidstaat van toepassing is. De deelnemers kunnen echter uitsluitend kiezen voor het recht van een lidstaat waarin ten minste een van hen zijn hoofdkantoor heeft; en

— die door de lidstaat waarvan het recht toepasselijk is, als systeem is aangemerkt en bij de Europese Commissie is aangemeld, nadat die lidstaat zich ervan heeft vergewist dat de regels van het systeem adequaat zijn;

2° "instelling" :

— een kredietinstelling in de zin van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, of;

— une entreprise d'investissement au sens de la loi du 6 avril 1995 relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement ou;

— une autorité publique ou une entreprise contrôlée opérant sous garantie de l'Etat, ou;

ù une entreprise ayant son siège social hors du territoire de l'Union européenne et dont les activités correspondent à celles des établissements de crédit ou des entreprises d'investissement communautaires visés aux premier et deuxième tirets,

qui participe à un système et qui est chargé d'exécuter les obligations financières résultant d'ordres de transfert émis au sein de ce système.

Les personnes morales qui participent à un système de règlement-titres visé à l'article 2, § 1^{er}, *b*), sont considérées comme des institutions à condition qu'au moins trois autres participants de ce système entrent dans les catégories visées au premier alinéa, dès lors que cette assimilation est justifiée pour des raisons de risque systémique. L'existence d'une telle justification est constatée par la Banque Nationale de Belgique. A cette fin, la Banque Nationale de Belgique établit et publie les critères qu'elle utilise. Elle peut constater l'existence d'une telle justification par catégorie de participants ou sur une base individuelle.

Les personnes morales qui participent effectivement à un système de règlement-titres visé à l'article 2, § 1^{er}, *b*), de la présente loi à la date de publication de la présente loi sont considérées comme des institutions à condition qu'au moins trois autres participants de ce système entrent dans les catégories visées au premier alinéa, dès lors qu'une justification pour des raisons de risques systémiques est constatée par la Banque nationale de Belgique dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi;

3° "contrepartie centrale": une entité qui est l'intermédiaire entre les institutions d'un système et qui agit comme contrepartie exclusive de ces institutions en ce qui concerne leurs ordres de transfert;

4° "organe de règlement": une entité qui met à la disposition d'institutions et/ou d'une contrepartie centrale participant aux systèmes, des comptes de règlement par lesquels les ordres de transfert dans ces systèmes sont liquidés et qui, le cas échéant, octroie des crédits à ces institutions et/ou contreparties centrales à des fins de règlement;

5° "chambre de compensation": une organisation chargée du calcul de la position nette des institutions, d'une éventuelle contrepartie centrale ou d'un éventuel organe de règlement;

6° "participant": une institution, une contrepartie centrale, un organe de règlement, une chambre de compensation ou un opérateur de système. Conformément aux règles de fonctionnement du système, le même participant peut agir en qualité de contrepartie centrale, de chambre de compensation ou d'organe de règlement ou exécuter tout ou partie de ces tâches.

Lorsqu'un participant indirect est considéré comme un participant pour des raisons de risque systémique, ceci ne limite pas la responsabilité du participant par l'intermédiaire duquel le participant indirect introduit des ordres de transfert dans le système. L'existence d'un risque systémique est constatée par la Banque Nationale de Belgique. A cette fin, la Banque Nationale de Belgique établit et publie les critères qu'elle utilise. Elle peut constater l'existence d'une telle justification par catégorie de participants indirects ou sur une base individuelle;

7° "participant indirect": une institution, une contrepartie centrale, un organe de règlement, une chambre de compensation ou un opérateur de système ayant une relation contractuelle avec un participant à un système, qui exécute des ordres de transfert permettant au participant indirect de passer des ordres de transfert dans le système, à condition que le participant indirect soit connu de l'opérateur du système;

8° "titres": les instruments financiers visés à l'article 2, 1^o, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers et les droits sur ou relatifs à de tels titres, en ce compris les droits de copropriété, de nature incorporelle, conférés sur l'universalité de titres de même espèce;

9° "ordre de transfert":

— toute instruction donnée par un participant de mettre à la disposition d'un destinataire des espèces par le biais d'une inscription dans les livres d'un établissement de crédit, d'une banque centrale, d'une contrepartie centrale ou d'un organe de règlement, ou toute instruction qui entraîne la prise en charge ou l'exécution d'une obligation de paiement telle que définie par les règles de fonctionnement du système, ou

— een beleggingsonderneming in de zin van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, of;

— een overheidsinstantie of onderneming met overheidsgarantie, of;

— een onderneming met hoofdkantoor buiten het grondgebied van de Europese Unie waarvan de werkzaamheden overeenstemmen met die van kredietinstellingen of beleggingsondernemingen in de Europese Unie, zoals bedoeld in de eerste en tweede streepjes,

die deelneemt aan een systeem en verantwoordelijkheid draagt voor het nakomen van de financiële verplichtingen die ontstaan uit overboekingsopdrachten binnen dat systeem.

Rechtspersonen die deelnemen aan één van de effectenafwikkelings-systemen, bedoeld in artikel 2, § 1, *b*), worden als instellingen beschouwd, op voorwaarde dat ten minste drie andere deelnemers aan dit systeem behoren tot één van de categorieën als bedoeld in het eerste lid, als deze gelijkstelling in het licht van het systeemrisico gerechtvaardigd is. Deze rechtvaardiging wordt vastgesteld door de Nationale Bank van België. Daartoe zorgt de Nationale Bank van België voor de opstelling en de publicatie van de criteria die ze gebruikt. Ze kan het bestaan van deze rechtvaardiging vaststellen per categorie van deelnemers of op individuele basis.

Rechtspersonen die op de publicatiedatum van deze wet effectief deelnemen aan één van de effectenafwikkelingsystemen, bedoeld in artikel 2, § 1, *b*), van deze wet worden beschouwd als instellingen op voorwaarde dat ten minste drie andere deelnemers aan dit systeem behoren tot één van de categorieën als bedoeld in het eerste lid, als een rechtvaardiging in het licht van het systeemrisico wordt vastgesteld door de Nationale Bank van België binnen een termijn van één jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van deze wet;

3° "centrale tegenpartij": een entiteit die tussen de instellingen in een systeem staat en die optreedt als de exclusieve tegenpartij van deze instellingen met betrekking tot hun overboekingsopdrachten;

4° "afwikkelende instantie": een entiteit die aan instellingen en/of een centrale tegenpartij die deelnemen aan systemen, afwikkelings-rekeningen beschikbaar stelt via welke overboekingsopdrachten binnen die systemen worden afgewikkeld, en die in voorkomend geval aan die instellingen en/of centrale tegenpartijen krediet verleent voor afwikkelingsdoeleinden;

5° "clearing house": een entiteit die verantwoordelijk is voor de berekening van de nettoposities van de instellingen, een eventuele centrale tegenpartij of een eventuele afwikkelende instantie;

6° "deelnemer": een instelling, een centrale tegenpartij, een clearing house, een afwikkelende instantie of een systeemexploitant. Naar gelang van de regels van het systeem kan eenzelfde deelnemer optreden als centrale tegenpartij, clearing house of afwikkelende instantie of alle of een deel van deze taken uitvoeren.

Wanneer een indirecte deelnemer op grond van een systeemrisico als deelnemer wordt beschouwd, doet dit niets af aan de verantwoordelijkheid van de deelnemer via dewelke de indirecte deelnemer overboekingsopdrachten aan het systeem doorgeeft. Het bestaan van een systeemrisico wordt vastgesteld door de Nationale Bank van België. Daartoe zorgt de Nationale Bank van België voor de opstelling en de publicatie van de criteria die ze gebruikt. Ze kan het bestaan van deze rechtvaardiging vaststellen per categorie van indirecte deelnemers of op individuele basis;

7° "indirecte deelnemer": een instelling, een centrale tegenpartij, een afwikkelende instantie, een clearing house of een systeemexploitant die contractueel verbonden is met een deelnemer aan een systeem dat overboekingsopdrachten uitvoert, waardoor de indirecte deelnemer overboekingsopdrachten in het systeem kan doorgeven, mits de indirecte deelnemer bij de systeemexploitant bekend is;

8° "effecten": alle financiële instrumenten bedoeld in artikel 2, 1^o, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en de rechten op of met betrekking tot deze effecten, met inbegrip van de rechten van mede-eigendom, van onlichamelijke aard, op de universaliteit van effecten van dezelfde aard;

9° "overboekingsopdracht":

— een opdracht door een deelnemer om door middel van een boeking op de rekeningen van een kredietinstelling, een centrale bank, een centrale tegenpartij of een afwikkelende instantie contanten ter beschikking van een ontvanger te stellen, of iedere opdracht die resulteert in het op zich nemen of het nakomen van een betalingsverplichting zoals gedefinieerd in de regels van het systeem, of

— une instruction donnée par un participant de transférer la propriété d'un ou de plusieurs titres ou le droit à un ou plusieurs titres par le biais d'une inscription dans un registre, dans un compte, ou sous une autre forme;

10° "procédure d'insolvabilité": toute mesure collective prévue par la législation d'un Etat membre, ou d'un pays tiers, aux fins soit de liquider le participant, soit de le réorganiser dès lors que cette mesure implique la suspension ou une limitation des transferts ou des paiements. Les actes de disposition visés à l'article 57bis, § 1^{er}, de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ainsi que ceux visés à l'article 36/27, § 1^{er}, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique constituent une procédure d'insolvabilité;

11° "moment d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité": le moment où l'autorité judiciaire ou administrative compétente d'un Etat membre ou d'un pays tiers rend sa décision;

12° "compensation": la conversion des créances et des obligations résultant d'ordres de transfert qu'un ou plusieurs participants émettent en faveur d'un ou plusieurs autres participants ou reçoivent de ceux-ci en une créance ou en une obligation nette unique, de sorte que seule une créance nette peut être exigée ou une obligation nette peut être due;

13° "compte de règlement": un compte auprès d'une banque centrale, d'un organe de règlement ou d'une contrepartie centrale utilisé pour le dépôt d'espèces ou de titres ainsi que pour le règlement de transactions entre participants d'un système;

14° "jour ouvrable": période couvrant les règlements effectués de jour et de nuit et englobant tous les événements se produisant durant le cycle d'activité d'un système;

15° "systèmes interopérables": deux systèmes ou plus dont les opérateurs du système ont conclu entre eux un accord qui implique l'exécution d'ordres de transfert entre systèmes. Un tel accord ne peut constituer de plein droit un système;

16° "opérateur du système": l'entité ou les entités juridiquement responsables de l'exploitation d'un système. Il peut aussi intervenir en tant qu'organe de règlement, contrepartie centrale ou chambre de compensation;

17° "Etat membre": un Etat membre de l'Union européenne ou un autre Etat partie à l'Accord sur l'Espace économique européen dans les limites définies par cet Accord et les actes y afférents."

Art. 4. À l'article 2 de la même loi, modifié par les arrêtés royaux des 20 décembre 2000, 22 décembre 2003, 23 mai 2007, 3 juin 2007 et 3 mars 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"§ 1^{er}. La présente loi s'applique à tout système, tel que défini à l'article 1^{er}/1, 1°, régi par le droit belge, dont la désignation suit :

a) Systèmes de paiement

1° le système dénommé "TARGET2-BE", opéré par la Banque Nationale de Belgique;

2° le système dénommé "Centre d'échange et de compensation" ("CEC"), opéré par la Banque Nationale de Belgique.

b) Systèmes de règlement-titres

1° le système de circulation, par voie scripturale, des instruments financiers opéré par la société anonyme de droit belge "Caisse interprofessionnelle de dépôts et de virement de titres" ("CIK") dont la dénomination commerciale est Euroclear Belgium;

2° le système de liquidation de titres de la Banque Nationale de Belgique ("Clearing BNB"), opéré par la Banque Nationale de Belgique;

— een opdracht door een deelnemer om door middel van een boeking in een register, op een rekening, of anderszins, de rechten op of de belangen in één of meer effecten over te boeken;

10° "insolventieprocedure": elke collectieve maatregel waarin de wetgeving van een lidstaat of van een derde land voorziet, met het oog op de liquidatie of de sanering van de deelnemer indien een dergelijke maatregel gepaard gaat met opschorting van, of oplegging van beperkingen aan overboekingen of betalingen. De daden van beschikking bedoeld in artikel 57bis, § 1, van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen en degenen bedoeld in artikel 36/27, § 1, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België maken een insolventieprocedure uit;

11° "tijdstip waarop een insolventieprocedure wordt geopend": het moment waarop de ter zake bevoegde rechterlijke of administratieve instantie van een lidstaat of een derde land haar beslissing heeft uitgesproken;

12° "verrekening (netting)": het in één nettovordering of nettoverplichting omzetten van vorderingen en verplichtingen die voortvloeien uit overboekingsopdrachten die een deelnemer of deelnemers geeft/geven aan of ontvangt/ontvangen van één of meer andere deelnemers, met als gevolg dat er alleen een nettovordering of een nettoverplichting ontstaat;

13° "afwikkelingsrekening": een rekening bij een centrale bank, een afwikkelende instantie of een centrale tegenpartij die gebruikt wordt voor het houden van contanten of effecten en waarmee ook transacties tussen deelnemers aan een systeem worden afgewikkeld;

14° "werkdag": de periode voor afwikkeling overdag zowel als 's nachts en omvattende alle gebeurtenissen die tijdens de bedrijfsdus van een systeem plaatsvinden;

15° "interopereerbare systemen": twee of meer systemen waarvan de systeemexploitanten een onderling akkoord getroffen hebben voor de uitvoering tussen de systemen van overboekingsopdrachten. Een dergelijk akkoord kan niet van rechtswege een systeem vormen;

16° "systeemexploitant": entiteit of entiteiten die wettelijk aansprakelijk is of zijn voor de werking van een systeem. Een systeemexploitant mag ook optreden als afwikkelende instantie, centrale tegenpartij of clearing house;

17° "Lidstaat": een lidstaat van de Europese Unie of een andere staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, binnen de grenzen vastgesteld in deze Overeenkomst en de daarmee samenhangende akten."

Art. 4. In artikel 2 van dezelfde wet, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 december 2000, 22 december 2003, 23 mei 2007, 3 juni 2007 en 3 maart 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Deze wet is van toepassing op alle systemen, zoals gedefinieerd in artikel 1/1, 1°, die geregeld worden door het Belgisch recht, zoals hieronder omschreven :

a) Betalingssystemen

1° het systeem genoemd "TARGET2-BE", dat door de Nationale Bank van België wordt beheerd;

2° het systeem genoemd "Uitwisselings- en verrekeningscentrum" ("UCV"), dat door de Nationale Bank van België wordt beheerd.

b) Effectenafwikkelingssysteem

1° het door de naamloze vennootschap naar Belgisch recht "Interprofessionele effectendeposito- en girokas" ("CIK") beheerde stelsel van giraal verkeer van financiële instrumenten, waarvan de commerciële benaming Euroclear Belgium is;

2° het effectenafwikkelingssysteem van de Nationale Bank van België ("NBB clearing"), dat door de Nationale Bank van België wordt beheerd;

3° le "système Euroclear" opéré par la société anonyme de droit belge Euroclear Bank.;"

2° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

" § 2. La présente loi est applicable à tout participant aux systèmes désignés au paragraphe 1^{er} .;"

3° le § 3 est abrogé;

4° le § 4 est remplacé par ce qui suit :

"§ 4. La présente loi est également applicable, s'il échet, pour ce qui concerne la détermination, au regard du droit belge, des droits et obligations découlant de la participation d'une personne morale de droit belge reconnue comme participant par la loi de l'Etat membre ou de l'Etat tiers applicable au système, à un système d'un Etat membre tel que notifié par les autorités compétentes dudit Etat à la Commission européenne ou d'un Etat tiers";

5° au § 5, 2°, les mots "aux § 2 et § 3" sont remplacés par les mots "au § 2".

Art. 5. L'intitulé du Chapitre II de la même loi est remplacé par ce qui suit : "Compensation et ordres de transfert".

Art. 6. L'article 3 de la même loi, modifié par l'arrête royal du 19 décembre 2010, est remplacé par ce qui suit :

"§ 1^{er}. Les ordres de transfert et la compensation au sein d'un système sont valables et opposables aux tiers, y compris en cas de procédure d'insolvabilité à l'encontre d'un participant à ce système ou à un système interopérable ou de l'opérateur d'un système interopérable qui n'est pas un participant, pour autant que les ordres de transfert aient été introduits dans le système, conformément aux règles de fonctionnement de ce dernier, avant le moment de l'ouverture de la procédure d'insolvabilité.

Lorsque les ordres de transfert sont introduits dans un système après le moment de l'ouverture de la procédure d'insolvabilité et qu'ils sont exécutés le jour ouvrable, tel que défini par les règles de fonctionnement du système, au cours duquel cette procédure est ouverte, ils ne sont valables et opposables aux tiers qu'à condition que l'opérateur du système puisse établir que, au moment où ces ordres de transfert sont devenus irrévocables, il n'avait pas connaissance ni n'aurait dû avoir connaissance de l'ouverture de la procédure d'insolvabilité.

§ 2. La compensation visée au paragraphe premier ne peut être remise en cause par l'effet de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises ou la loi du 8 août 1997 sur les faillites ni par aucune loi, réglementation, disposition ou pratique de droit belge ou étranger prévoyant la nullité des contrats et des transactions conclus avant l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité.

§ 3. Dans le cas de systèmes interopérables, chaque système détermine dans ses propres règles le moment de l'introduction dans son système afin de garantir à cet égard, dans la mesure du possible, une coordination entre les règles de tous les systèmes interopérables concernés. Sauf disposition contraire expresse des règles de fonctionnement de l'ensemble des systèmes parties aux systèmes interopérables, les règles relatives au moment de l'introduction propres à un système ne sont affectées par aucune règle des autres systèmes avec lesquels il est interopérable.

§ 4. Nonobstant l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'encontre d'un participant à un système ou de l'opérateur d'un système interopérable qui n'est pas un participant, l'opérateur du système ou l'organe de règlement peut, si les dispositions contractuelles applicables l'y autorisent :

— débiteur d'office le compte de règlement du participant ou de l'opérateur d'un système interopérable en défaut d'acquiescer ses obligations, en particulier aux fins d'apurer le solde débiteur de ce dernier après compensation et permettre ainsi le règlement final du système;

— prélever d'office les espèces ou les titres nécessaires à l'exécution des obligations du participant ou de l'opérateur d'un système interopérable, en particulier quant à l'apurement du solde débiteur du participant ou de l'opérateur d'un système interopérable en défaut par voie d'utilisation de l'ouverture de crédit (en ce compris un prêt d'instruments financiers) éventuellement consentie audit participant ou à l'opérateur d'un système interopérable, dans les limites des garanties attachées à l'ouverture de crédit au jour du règlement.

3° het "Euroclear systeem" beheerd door de naamloze vennootschap naar Belgisch recht Euroclear Bank.;"

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

" § 2. Deze wet is van toepassing op iedere deelnemer aan de systemen omschreven in de eerste paragraaf.;"

3° paragraaf 3 wordt opgeheven;

4° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

"§ 4. Deze wet is desgevallend tevens van toepassing op de vaststelling, ten aanzien van het Belgisch recht, van de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit de deelname van een rechtspersoon naar Belgisch recht die erkend is als deelnemer door de wet van de lidstaat of van de derde Staat van toepassing op het systeem, aan een systeem van een lidstaat dat door de bevoegde autoriteiten van die Staat als dusdanig werd aangemeld bij de Europese Commissie, of van een derde Staat";

5° in § 5, 2°, worden de woorden "in § 2 en § 3" vervangen door de woorden "in § 2".

Art. 5. Het opschrift van Hoofdstuk II van dezelfde wet wordt vervangen als volgt : "Verrekening en overboekingsopdrachten".

Art. 6. Artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 december 2010, wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Overboekingsopdrachten en verrekening in een systeem zijn rechtsgeldig en kunnen aan derden worden tegengeworpen, ook in geval van insolventieprocedure tegen een deelnemer aan dit systeem of aan een interoperabel systeem of tegen de systeemexploitant van een interoperabel systeem indien die geen deelnemer is, voor zover de overboekingsopdrachten conform de regels van het systeem in het systeem werden ingevoerd vóór het tijdstip waarop de insolventieprocedure werd geopend.

Indien overboekingsopdrachten in een systeem worden ingevoerd nadat er een insolventieprocedure is geopend en worden uitgevoerd binnen de werkdag, als omschreven in de regels van het systeem, gedurende welke een dergelijke procedure wordt geopend, zijn deze slechts rechtsgeldig en kunnen deze slechts aan derden worden tegengeworpen indien de systeem-exploitant kan aantonen dat hij op het tijdstip waarop deze overboekingsopdrachten onherroepelijk werden, niet op de hoogte was noch had moeten zijn van de opening van de insolventieprocedure.

§ 2. De verrekening als bedoeld in paragraaf 1 kan niet in het gedrang worden gebracht ingevolge de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen of de faillissementswet van 8 augustus 1997, noch ingevolge enige wettelijke of bestuursrechtelijke bepaling, regel of praktijk naar Belgisch of buitenlands recht betreffende de nietigheid van overeenkomsten en transacties die zijn aangegaan vóór het tijdstip waarop een insolventieprocedure is geopend.

§ 3. Bij interoperabele systemen stelt elk systeem in zijn eigen regels het tijdstip van invoering in het systeem zodanig vast dat er zoveel mogelijk voor wordt gezorgd dat de regels van alle betrokken interoperabele systemen in dit opzicht gecoördineerd worden. Tenzij zulks in de regels van alle systemen die van de interoperabele systemen deel uitmaken uitdrukkelijk is bepaald, laten de regels van de andere systemen waarmee een systeem interoperabel is, de in dat systeem gehanteerde regels over het tijdstip van invoering onverlet.

§ 4. Niettegenstaande het openen van een insolventieprocedure tegen een deelnemer aan een systeem of tegen een systeemexploitant van een interoperabel systeem die geen deelnemer is, mag de systeemexploitant of de afwikkelende instantie, indien de toepasselijke contractuele bepalingen hem daartoe machtigen :

— overgaan tot het ambtshalve debiteren van de afwikkelingsrekening van de deelnemer of van de systeemexploitant van een interoperabel systeem die in gebreke blijft zijn verbintenissen uit te voeren, in het bijzonder teneinde het debetsaldo van deze laatste na verrekening aan te zuiveren en aldus de eindafwikkeling van het systeem mogelijk te maken;

— ambtshalve de sommen of effecten, vereist voor de uitvoering van de verbintenissen van de deelnemer of de systeemexploitant van een interoperabel systeem, in het bijzonder wat betreft de aanzuivering van het debetsaldo van de in gebreke blijvende deelnemer of systeemexploitant van een interoperabel systeem, opnemen door gebruikmaking van de kredietopening (leningen van financiële instrumenten inbegrepen) die eventueel aan die deelnemer of de systeemexploitant van een interoperabel systeem werd toegestaan, binnen de perken van de waarborgen die zijn verbonden aan de kredietopening op de dag van de afwikkeling.

§ 5. Si les règles d'un système prévoient l'irrévocabilité des ordres de transfert, cette irrévocabilité s'impose en tous les cas au participant donneur d'ordre ou à un tiers. Dans le cas de systèmes interopérables, chaque système détermine dans ses propres règles le moment de l'irrévocabilité, afin de garantir à cet égard, dans la mesure du possible, une coordination entre les règles de tous les systèmes interopérables concernés. Sauf disposition contraire expresse des règles de l'ensemble des systèmes parties aux systèmes interopérables, les règles relatives au moment de l'irrévocabilité propres à un système ne sont affectées par aucune règle des autres systèmes avec lesquels il est interopérable."

Art. 7. L'article 4 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 2010, est abrogé.

Art. 8. A l'article 5 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les mots "et § 3" sont abrogés et les mots "ou par citation du Procureur du Roi" sont remplacés par les mots "ou, lorsqu'il s'agit d'une procédure de réorganisation judiciaire par transfert sous autorité de justice, par l'une des personnes énumérées aux termes de l'article 59 de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises";

2° au § 2, les mots "article 2, § 3" sont remplacés par les mots "article 1^{er}/1, 7°";

3° au § 3, les mots "financière visée à l'article 2, § 2 de cette loi" sont abrogés.

Art. 9. L'article 6 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"Art. 6. Une procédure d'insolvabilité ne peut avoir, sur les droits et obligations d'un participant découlant de la participation de celui-ci à un système ou liés à cette participation, d'effet rétroactif par rapport au moment d'ouverture de la procédure d'insolvabilité. Cette disposition est également applicable à un participant à un système interopérable et à un opérateur d'un système interopérable qui n'est pas un participant."

Art. 10. À l'article 7 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° au début du § 2, les mots "Sans préjudice de l'article 8, § 2," sont ajoutés;

2° le § 3 est abrogé.

Art. 11. L'article 8 de la même loi, modifié par la loi du 14 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 8. § 1^{er}. Les droits d'un opérateur de système ou d'un participant sur les garanties constituées en sa faveur dans le cadre d'un système ou d'un système interopérable et les droits des banques centrales des Etats membres ou de la Banque centrale européenne sur les garanties constituées en leur faveur ne sont pas affectés par une mesure de saisie ou de séquestre à leur encontre ou par une procédure d'insolvabilité à l'encontre du participant au système concerné ou à un système interopérable, de l'opérateur d'un système interopérable qui n'est pas un participant, de la contrepartie des banques centrales des Etats membres ou de la Banque centrale européenne, ou du tiers qui a constitué les garanties.

Lesdites garanties peuvent être réalisées pour satisfaire ces droits.

§ 2. Lorsque des titres, en ce compris les droits portant sur la délivrance ou la restitution de titres détenus par ailleurs, font l'objet d'une garantie en faveur de participants, d'opérateurs de système ou de banques centrales des Etats membres ou de la Banque centrale européenne, et que leur droit, ou celui de tout mandataire, agent ou tiers agissant pour leur compte, relatif aux titres est inscrit légalement dans un registre, un compte ou auprès d'un système de dépôt centralisé situé dans un Etat membre, toute question concernant l'un des éléments énumérés au § 3 qui se pose au sujet d'une telle garantie est régie par la législation de cet Etat membre.

§ 3. Les éléments visés au § 2 sont les suivants : (1) la nature juridique et les effets patrimoniaux de la garantie; (2) les éventuelles exigences relatives aux formalités nécessaires pour rendre une telle garantie opposable aux tiers; (3) le concours entre droits concurrents et le fait de savoir si une acquisition de bonne foi a eu lieu; (4) les éventuelles conditions requises pour la réalisation de la garantie.

§ 4. Une garantie au sens du présent article est tout gage, toute opération de cession-rétrocession ou de transfert de propriété à titre de garantie, ou toute autre forme de garantie analogue ou tout privilège spécial portant sur des actifs réalisables (y compris des espèces et des créances), organisé par le droit belge ou par un droit étranger, dans le

§ 5. Indien de regels van een systeem voorzien in de onherroepelijkheid van overboekingsopdrachten, is deze onherroepelijkheid steeds bindend voor de deelnemer-opdrachtgever of voor iedere derde. Bij interoperabele systemen stelt elk systeem in zijn eigen regels het tijdstip van onherroepelijkheid zodanig vast dat er zoveel mogelijk voor wordt gezorgd dat de regels van alle betrokken interoperabele systemen op dit punt gecoördineerd worden. Tenzij zulks in de regels van alle systemen die bij de interoperabele systemen zijn betrokken uitdrukkelijk is bepaald, laten de regels van de andere systemen waarmee een systeem interoperabel is, de in dat systeem gehanteerde regels over het tijdstip van onherroepelijkheid onverlet."

Art. 7. Artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 december 2010, wordt opgeheven.

Art. 8. In artikel 5 van dezelfde wet, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "en § 3" opgeheven en worden de woorden "of na dagvaarding van de procureur des Konings" vervangen door de woorden "of, wanneer het een gerechtelijke reorganisatie door opdracht onder gerechtelijk gezag betreft, door één van de personen opgesomd in de bepalingen van artikel 59 van de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen";

2° in § 2 worden de woorden "artikel 2, § 3" vervangen door de woorden "artikel 1/1, 7°";

3° in § 3 wordt het woord "financiële", alsook de woorden "bedoeld in artikel 2, § 2 van deze wet" opgeheven.

Art. 9. Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Art. 6. Een insolventieprocedure heeft ten aanzien van de rechten en verplichtingen die voor een deelnemer ingevolge of in verband met zijn deelname aan een systeem ontstaan, geen terugwerkende kracht vóór het tijdstip waarop een insolventieprocedure is geopend. Deze bepaling geldt ook voor een deelnemer in een interoperabel systeem en voor een systeemexploitant van een interoperabel systeem die geen deelnemer is."

Art. 10. In artikel 7 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° aan het begin van § 2 worden de woorden "Onverminderd artikel 8, § 2," toegevoegd;

2° § 3 wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 december 2005, wordt vervangen als volgt :

"Art. 8. § 1. De rechten van een systeemexploitant of van een deelnemer ten aanzien van zakelijke zekerheden die hun in verband met een systeem of een interoperabel systeem zijn gesteld, en de rechten van de centrale banken van de lidstaten of van de Europese Centrale Bank ten aanzien van zakelijke zekerheden die hun gesteld zijn, worden niet aangetast door een maatregel van beslag of sekwester tegen hen of door een insolventieprocedure tegen de deelnemer in het betrokken systeem of in een interoperabel systeem, de systeemexploitant van een interoperabel systeem dat geen deelnemer is, een tegenpartij van een van de centrale banken van de lidstaten of van de Europese Centrale Bank, of een derde partij die de zakelijke zekerheden heeft gesteld.

Ter voldoening van deze rechten mogen die zakelijke zekerheden worden uitgewonnen.

§ 2. Wanneer effecten, met inbegrip van de rechten betreffende de levering of de teruggave van elders aangehouden effecten, het voorwerp zijn van een zekerheid ten gunste van deelnemers, systeemexploitanten of centrale banken van lidstaten of de Europese Centrale Bank, en wanneer hun recht of dat van een namens hen optredende vertegenwoordiger, agent of derde, ten aanzien van de effecten wettelijk vastgelegd is in een register, rekening of gecentraliseerd effectendepot gelokaliseerd in een lidstaat, wordt iedere vraag betreffende één van de aangelegenheden opgesomd in § 3 die rijst met betrekking tot deze zekerheid, beheerst door het recht van die lidstaat.

§ 3. De in § 2 bedoelde aangelegenheden zijn de volgende : (1) de juridische aard en de vermogensrechtelijke gevolgen van de zekerheid; (2) de eventuele vereisten met betrekking tot het vervullen van de nodige formaliteiten om een dergelijke zekerheid tegenstelbaar te maken aan derden; (3) de samenloop tussen concurrerende rechten en de vraag of een verkrijging te goeder trouw heeft plaatsgevonden; (4) de eventuele voorwaarden voor de realisatie van de zekerheid.

§ 4. Een zekerheid in de zin van dit artikel is ieder pand, cessie-retrocessieoperatie, eigendomsoverdracht tot zekerheid of elke soortgelijke waarborg of ieder bijzonder voorrecht op realiseerbare activa (met inbegrip van contanten en schuldvorderingen), beheerst door het Belgisch of een buitenlands recht, tot zekerheid in verband met

but de garantir des droits et obligations susceptibles de naître dans le cadre d'un système, ou fourni aux banques centrales des États membres de l'Union européenne ou à la Banque centrale européenne."

Art. 12. L'article 9 de la même loi, modifié par la loi du 14 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 9. Tout compte de règlement auprès de l'opérateur ou de l'organe de règlement du système utilisé pour le dépôt de fonds, de même que tout transfert de fonds, à l'intervention d'un établissement de crédit de droit belge ou étranger, à porter à un tel compte de règlement, ne peut être saisi, mis sous séquestre ou bloqué d'une manière quelconque par un participant, une contrepartie ou un tiers autre que l'opérateur ou l'organe de règlement du système."

Art. 13. Dans la même loi, il est inséré un article 10 rédigé comme suit :

"Art. 10. Un système désigné avant l'entrée en vigueur des dispositions nationales mettant en oeuvre la Directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 modifiant la Directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et la Directive 2002/47/CE concernant les contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées continue à être désigné aux fins de la présente loi."

CHAPITRE 3. — Modifications de la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières et portant des dispositions finales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers

Art. 14. A l'article 3 de la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières portant des dispositions finales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots "un instrument financier au sens de l'article 2, 1°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers" sont remplacés par les mots "les catégories d'instruments visées à l'article 2, 1°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, qu'ils soient ou non négociables sur le marché des capitaux";

2° au 9°, les mots ", créances bancaires" sont insérés entre les mots "les instruments financiers" et le mot "ou";

3° il est ajouté un 10° rédigé comme suit :

"10° "créances bancaires" : les créances pécuniaires découlant d'un accord au titre duquel :

— un établissement de crédit tel que défini par la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ou une entité visée à l'article 2, § 1^{er}, 1°, de la même loi;

— une entreprise de crédit hypothécaire au sens de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire;

— une personne ou une entreprise qui consent des crédits visés à l'article 1^{er}, 4°, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation;

— toute autre personne morale étrangère qui appartient, dans son pays d'origine, à l'une des catégories visées ci-dessus;

consent un prêt ou un crédit.";

4° il est inséré un 11° rédigé comme suit :

"11° personne morale publique ou financière" :

a) un établissement de crédit au sens de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit;

b) une entreprise d'investissement au sens de la loi du 6 avril 1995 relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement;

c) une entreprise d'assurances au sens de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

d) une société de gestion d'organismes de placement collectif au sens de la Partie III de la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement;

e) un organisme de placement collectif au sens de la Partie II de la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement;

rechten en verplichtingen die in verband met een systeem kunnen ontstaan, dan wel ten behoeve van de centrale banken van de lidstaten van de Europese Unie of de Europese Centrale Bank."

Art. 12. Artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 december 2005, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 9. Een afwikkelingsrekening van de systeemexploitant of de afwikkelende instantie gebruikt voor het houden van geld, alsmede elke overdracht van gelden via een kredietinstelling naar Belgisch of buitenlands recht, over te schrijven op een dergelijke afwikkelingsrekening, is niet vatbaar voor beslag, sekwestering of blokkering op enigerlei wijze door een deelnemer, een tegenpartij of een derde verschillend van de systeemexploitant of de afwikkelende instantie."

Art. 13. In dezelfde wet wordt een artikel 10 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 10. Een systeem dat als zodanig was aangemerkt vóór de inwerkingtreding van de nationale bepalingen tot uitvoering van Richtlijn 2009/44/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 mei 2009 tot wijziging van Richtlijn 98/26/EG betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelings-systemen en Richtlijn 2002/47/EG betreffende financiële zekerheidsvereenkomsten wat gekoppelde systemen en kredietvorderingen betreft, blijft dit voor de toepassing van deze wet."

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen aan de wet van 15 december 2004 betreffende financiële zekerheden en houdende diverse finale bepalingen inzake zekerheidsvereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten

Art. 14. In artikel 3 van de wet van 15 december 2004 betreffende financiële zekerheden en houdende diverse finale bepalingen inzake zekerheidsvereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bepaling onder 1° worden de woorden "een financieel instrument in de zin van artikel 2, 1°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten" vervangen door de woorden "de categorieën van instrumenten als bedoeld in artikel 2, 1°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, ongeacht of deze verhandelbaar zijn op de kapitaalmarkt";

2° in het 9° worden de woorden ", bankvorderingen" ingevoegd tussen de woorden "de financiële instrumenten" en het woord "of";

3° er wordt een 10° ingevoegd, luidende :

"10° "bankvorderingen" : de geldelijke vorderingen voortvloeiend uit een overeenkomst krachtens dewelke :

— een kredietinstelling, zoals gedefinieerd in de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen of een in artikel 2, § 1, 1°, van dezelfde wet bedoelde entiteit;

— een hypotheekonderneming in de zin van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet;

— een persoon of een onderneming die kredieten toestaat bedoeld in artikel 1, 4°, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet;

— iedere andere buitenlandse rechtspersoon die in zijn land van oorsprong tot één van de hierboven bedoelde categorieën behoort;

een lening of een krediet toestaat.";

4° er wordt een 11° ingevoegd, luidende :

"11° publieke of financiële rechtspersoon" :

a) een kredietinstelling in de zin van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen;

b) een beleggingsonderneming in de zin van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen;

c) een verzekeringsonderneming in de zin van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

d) een beheervennootschap van instellingen voor collectieve belegging in de zin van Deel III van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles;

e) een instelling voor collectieve belegging in de zin van Deel II van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles;

f) une contrepartie centrale, un organe de règlement et une chambre de compensation au sens de la loi 28 avril 1999 visant à transposer la Directive 98/26/CE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres;

g) un établissement financier au sens de la présente loi;

h) une personne morale belge ou étrangère visée à l'article 5 agissant en nom propre mais pour le compte des bénéficiaires des sûretés;

i) une autorité publique (à l'exception des entreprises bénéficiant d'une garantie de l'Etat), y compris les organismes du secteur public chargés de la gestion de la dette publique ou intervenant dans ce domaine et les organismes du secteur public autorisés à détenir des comptes pour leurs clients;

j) la Banque Nationale de Belgique, la Banque centrale européenne, la Banque des règlements internationaux, une banque multilatérale de développement telle que définie à l'annexe VI, partie 1^{re}, section 4, de la Directive 2006/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice, le Fonds monétaire international et la Banque européenne d'investissement;

k) toute autre personne morale étrangère qui appartient dans son pays d'origine à l'une des catégories visées à l'article 1.2 a) à d) inclus de la Directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 2 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière;"

5° il est ajouté un 12° rédigé comme suit :

"12° "établissement financier": une entreprise qui n'est pas un établissement de crédit et dont l'activité principale consiste en l'acquisition de participations ou l'exercice d'une ou plusieurs des activités mentionnées aux points 2 à 12 inclus du paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, dont notamment :

a) une entreprise de crédit hypothécaire au sens de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire;

b) une entreprise de crédit à la consommation au sens de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation;

c) une entreprise de location-financement ou "leasing" au sens de l'arrêté royal n° 55 du 10 novembre 1967 organisant le statut juridique des entreprises pratiquant la location-financement;

d) un établissement de paiement ou un établissement de monnaie électronique au sens de la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, à l'activité d'émission de monnaie électronique et à l'accès aux systèmes de paiement

Art. 15. A l'article 4, § 1^{er}, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par un 3° rédigé comme suit :

"3° ou sur des créances bancaires mises en gage ou transférées par contrat au profit du bénéficiaire de la garantie ou de la personne agissant pour son compte";

2° à l'alinéa 2, les mots "et 2°" sont abrogés;

3° le § 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit : "Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, il suffit que les espèces ou la créance bancaire soient suffisamment déterminées ou déterminables en vertu de la convention constitutive de sûreté réelle.";

4° il est inséré un § 3 rédigé comme suit :

"§ 3. Les articles 9, 9/1, 14 et 15 de la présente loi ne peuvent être invoqués dans les cas mentionnés ci-après, à moins que le créancier ne puisse se prévaloir d'un défaut de paiement :

a) quelle que soit la nature des créanciers, dès la demande ou l'ouverture d'une procédure de réorganisation judiciaire d'une personne autre que celles visées à l'article 3, 11° de la présente loi, pendant la durée de cette procédure;

b) par un créancier qui est une personne autre que celles visées à l'article 3, 11° de la présente loi, dès la demande ou l'ouverture d'une procédure de réorganisation judiciaire d'une personne morale publique ou financière, pendant la durée de cette procédure.

Le premier alinéa ne s'applique pas :

a) lorsque le créancier qui se prévaut d'une compensation ou d'une novation sur la base d'une convention de netting ne se prévaut pas également d'une clause résolutoire, d'une condition résolutoire ou de

f) een centrale tegenpartij, een afwikkelende instantie en een clearing house in de zin van de wet van 28 april 1999 houdende omzetting van Richtlijn 98/26/EG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen;

g) een financiële instelling in de zin van deze wet;

h) een Belgische of buitenlandse rechtspersoon bedoeld in artikel 5 die in eigen naam, maar voor rekening van begunstigden van zekerheden optreedt;

i) een overheidsinstantie (exclusief ondernemingen met overheids-garantie), inclusief instellingen behorend tot de overheidssector die belast zijn met of een rol spelen bij het beheer van de overheidsschuld en instellingen behorend tot de overheidssector die zijn gemachtigd om voor klanten rekeningen aan te houden;

j) de Nationale Bank van België, de Europese Centrale Bank, de Bank voor Internationale Betalingen, een multilaterale ontwikkelingsbank als bedoeld in deel 1, afdeling 4, van bijlage VI bij Richtlijn 2006/48/EG van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2006 betreffende de toegang tot en de uitoefening van de werkzaamheden van kredietinstellingen, het Internationaal Monetair Fonds en de Europese Investeringsbank;

k) iedere andere buitenlandse rechtspersoon die in zijn land van oorsprong tot één van de categorieën behoort bedoeld in artikel 1.2 a) tot en met d) van de Richtlijn 2002/47/EG van het Europees Parlement en de Raad van 2 juni 2002 betreffende financiëlezekerheids-overeenkomsten;"

5° er wordt een 12° ingevoegd, luidende :

"12° "financiële instelling": een onderneming die geen kredietinstelling is en waarvan de hoofdbedrijvigheid bestaat in het verwerven van deelnemingen of de uitoefening van één of meer werkzaamheden bedoeld in de punten 2 tot en met 12 van paragraaf 2 van artikel 3 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, waaronder met name :

a) een hypotheekonderneming in de zin van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet;

b) een onderneming die consumentenkredieten verstrekt in de zin van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet;

c) een onderneming gespecialiseerd in financieringshuur of "leasing" in de zin van het koninklijk besluit nr. 55 van 10 november 1967, tot regeling van het juridisch statuut der ondernemingen gespecialiseerd in financieringshuur;

d) een betalingsinstelling of een instelling voor elektronisch geld in de zin van de wet van 21 december 2009 betreffende het statuut van de betalingsinstellingen en de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder, tot de beroepsmatige uitgifte van elektronisch geld en de toegang tot betalingssystemen."

Art. 15. In artikel 4, § 1, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met een 3°, luidende :

"3° of op bankvorderingen die bij overeenkomst in pand zijn gegeven of zijn overgedragen ten gunste van de begunstigde van de zekerheid of van de persoon die voor zijn rekening optreedt.";

2° in het tweede lid worden de woorden "en 2°" opgeheven;

3° § 1 wordt aangevuld met een lid, luidende : "Voor de toepassing van het eerste lid, 2° en 3°, volstaat het dat de contenten of de bankvordering voldoende bepaald of bepaalbaar zijn op grond van de zakelijke-zekerheidsovereenkomst.";

4° er wordt een § 3 ingevoegd, luidende :

"§ 3. De artikelen 9, 9/1, 14 en 15 van deze wet kunnen in de hierna genoemde gevallen niet ingeroepen worden, tenzij de schuldeiser zich kan beroepen op een wanbetaling :

a) ongeacht de aard van schuldeisers, vanaf het verzoek tot of de opening van een procedure van gerechtelijke reorganisatie van een andere persoon dan deze bedoeld in artikel 3, 11° van deze wet, tijdens de duur van die procedure;

b) door een schuldeiser die een andere persoon is dan deze bedoeld in artikel 3, 11° van deze wet, vanaf het verzoek tot of de opening van een procedure van gerechtelijke reorganisatie van een publieke of financiële rechtspersoon, tijdens de duur van die procedure.

Het eerste lid is niet van toepassing :

a) wanneer een schuldeiser die zich op schuldvergelijking of schuldvernieuwing beroept op basis van een nettingovereenkomst zich niet eveneens beroept op een ontbindend beding, een ontbindende

clauses et conditions de déchéance du terme stipulées pour permettre la novation ou la compensation;

b) en cas de réalisation d'une convention constitutive de sûreté réelle visée aux articles 8, 12 et 13 de la présente loi et en ce qui concerne tout recours dans ce cadre à une convention de netting ou aux clauses et conditions résolutoires ou de déchéance du terme stipulées pour permettre la novation ou la compensation;

c) aux sûretés réelles, conventions de netting et clauses et conditions résolutoires ou de déchéance du terme stipulées pour permettre la novation ou la compensation, lorsqu'elles sont conclues au sujet de produits dérivés ou d'autres opérations financières telles que décrites par le Roi dans un arrêté concerté avec la Banque Nationale de Belgique. Lors de la rédaction de cette liste de types d'opérations, le Roi tient compte de l'intérêt des mécanismes visés au premier alinéa pour le fonctionnement normal des opérations concernées et pour les marchés dans lesquels ils sont utilisés et de manière plus générale, des pratiques de marché belges et internationales.";

5° il est inséré un § 4 rédigé comme suit :

" § 4. Lorsque le Roi arrête un acte de disposition au sens de l'article 26bis, § 1^{er}, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, de l'article 57bis, § 1^{er}, de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ou de l'article 23bis, § 1^{er}, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, les articles 9, 9/1, 14 et 15 de la présente loi ne peuvent être invoqués par les cocontractants autres que ceux visés à l'article 3, 11° de la présente loi, à moins que les cocontractants puissent se prévaloir d'un défaut de paiement.

Le premier alinéa ne s'applique pas :

a) lorsque le créancier qui se prévaut d'une compensation ou d'une novation sur la base d'une convention de netting ne se prévaut pas également d'une clause résolutoire, d'une condition résolutoire ou de clauses et conditions de déchéance du terme stipulées pour permettre la novation ou la compensation;

b) en cas de réalisation d'une convention constitutive de sûreté réelle visée aux articles 8, 12 et 13 de la présente loi et en ce qui concerne tout recours dans ce cadre à une convention de netting ou aux clauses et conditions résolutoires ou de déchéance du terme stipulées pour permettre la novation ou la compensation;

c) aux sûretés réelles, conventions de netting et clauses et conditions résolutoires ou de déchéance du terme stipulées pour permettre la novation ou la compensation, lorsqu'elles sont conclues au sujet de produits dérivés ou d'autres opérations financières telles que décrites par le Roi dans un arrêté concerté avec la Banque Nationale de Belgique. Lors de la rédaction de cette liste de types d'opérations, le Roi tient compte de l'intérêt des mécanismes visés au premier alinéa pour le fonctionnement normal des opérations concernées et pour les marchés dans lesquels ils sont utilisés et de manière plus générale, des pratiques de marché belges et internationales."

Art. 16. Dans la même loi, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

"Art. 4/1. § 1^{er}. Lorsqu'une créance bancaire garantie par une hypothèque ou par un privilège sur immeuble est mise en gage ou transférée par contrat conformément à la présente loi, les articles 5 et 92, alinéa 3, de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 ne s'appliquent pas à cette mise en gage ou à cette cession. Le débiteur gagiste de la créance ou le cédant est tenu de fournir, à la demande de tiers, les informations nécessaires quant à l'identité du détenteur du gage ou du cessionnaire.

voorwaarde of de bedingen en voorwaarden met betrekking tot de vroegtijdige beëindiging die zijn vastgelegd om de schuldvernieuwing of -vergelijking mogelijk te maken;

b) bij de realisatie van een zakelijke zekerheidsovereenkomst als bedoeld in de artikelen 8, 12 en 13 van deze wet en wat betreft enig beroep in dat kader op een nettingovereenkomst of de ontbindende bedingen en voorwaarden of de bedingen en voorwaarden met betrekking tot de vroegtijdige beëindiging die zijn vastgelegd om de schuldvernieuwing of -vergelijking mogelijk te maken;

c) op zakelijke zekerheden, nettingovereenkomsten en ontbindende bedingen en voorwaarden of de bedingen en voorwaarden met betrekking tot de vroegtijdige beëindiging die zijn vastgelegd om de schuldvernieuwing of -vergelijking mogelijk te maken, wanneer die zijn overeengekomen naar aanleiding van derivaten of andere financiële verrichtingen zoals omschreven door de Koning bij een met de Nationale Bank van België overlegd besluit. Bij de samenstelling van deze lijst van types van verrichtingen houdt de Koning rekening met het belang van de in het eerste lid geïndiceerde mechanismen voor de normale werking van de betrokken verrichtingen en voor de markten waarin deze worden aangewend en meer algemeen met de Belgische en internationale marktpraktijken.";

5° er wordt een § 4 ingevoegd, luidende :

" § 4. Wanneer de Koning een daad van beschikking vaststelt in de zin van artikel 26bis, § 1, van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, van artikel 57bis, § 1, van wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen of van artikel 23bis, § 1, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, kunnen de artikelen 9, 9/1, 14 en 15 van deze wet niet worden ingeroepen door andere medecontractanten dan deze bedoeld in artikel 3, 11° van deze wet tenzij de medecontractanten zich kunnen beroepen op een wanbetaling.

Het eerste lid is niet van toepassing :

a) wanneer een schuldeiser die zich op schuldvergelijking of schuldvernieuwing beroept op basis van een nettingovereenkomst zich niet eveneens beroept op een ontbindend beding, een ontbindende voorwaarde of de bedingen en voorwaarden met betrekking tot de vroegtijdige beëindiging die zijn vastgelegd om de schuldvernieuwing of -vergelijking mogelijk te maken;

b) bij de realisatie van een zakelijke zekerheidsovereenkomst als bedoeld in de artikelen 8, 12 en 13 van deze wet en wat betreft enig beroep in dat kader op een nettingovereenkomst of de ontbindende bedingen en voorwaarden of de bedingen en voorwaarden met betrekking tot de vroegtijdige beëindiging die zijn vastgelegd om de schuldvernieuwing of -vergelijking mogelijk te maken;

c) op zakelijke zekerheden, nettingovereenkomsten en ontbindende bedingen en voorwaarden en de bedingen en voorwaarden met betrekking tot de vroegtijdige beëindiging die zijn vastgelegd om de schuldvernieuwing of -vergelijking mogelijk te maken, wanneer die zijn overeengekomen naar aanleiding van derivaten of andere financiële verrichtingen zoals omschreven door de Koning bij een met de Nationale Bank van België overlegd besluit. Bij de samenstelling van deze lijst van types van verrichtingen houdt de Koning rekening met het belang van de in het eerste lid geïndiceerde mechanismen voor de normale werking van de betrokken verrichtingen en voor de markten waarin deze worden aangewend en meer algemeen met de Belgische en internationale marktpraktijken."

Art. 16. In dezelfde wet wordt een artikel 4/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 4/1. § 1. Wanneer een door een hypotheek of door een voorrecht op onroerend goed gewaarborgde bankvordering bij overeenkomst in pand wordt gegeven of wordt overgedragen conform deze wet, zijn de artikelen 5 en 92, lid 3, van de hypotheekwet van 16 december 1851 niet van toepassing op deze inpandgeving of op deze overdacht. De schuldenaar die de schuldvordering in pand geeft of de cedent is ertoe gehouden op verzoek van een derde de nodige informatie met betrekking tot de identiteit van de pandhouder of van de overnemer te verstrekken.

§ 2. Sous réserve de l'article 27 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation et de l'article 74 de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, les débiteurs d'une créance bancaire faisant l'objet d'une mise en gage ou d'une cession peuvent valablement renoncer, par écrit ou par tout moyen juridiquement équivalent, à :

— leurs droits de compensation à l'égard des titulaires de créances bancaires et à l'égard des personnes en faveur desquelles ce titulaire a effectué un nantissement, une cession ou toute autre mobilisation de la créance bancaire donnée en garantie;

— leurs droits découlant d'éventuelles règles en matière de secret bancaire qui, à défaut, auraient pour effet d'empêcher ou de restreindre la capacité du titulaire de la créance bancaire à fournir des informations sur la créance bancaire ou sur le débiteur aux fins d'utiliser la créance bancaire en garantie."

Art. 17. A l'article 7 de la même loi, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

"§ 2. Les appels de marge ainsi que les instruments financiers équivalents, espèces ou créances bancaires substitués en cours de contrat aux avoirs constituant initialement l'assiette suivent le même régime que ces avoirs remis initialement à titre de gage. Dans le cas de créances bancaires, le droit du constituant d'en percevoir le produit ne porte pas atteinte à la garantie constituée au profit de son bénéficiaire."

Art. 18. Dans la même loi, il est inséré un article 9/1 rédigé comme suit :

"Art. 9/1. § 1^{er}. Sauf stipulation contraire des parties, en cas de défaut d'exécution, nonobstant une procédure d'insolvabilité, la saisie ou toute situation de concours entre créanciers du débiteur ou du tiers constituant du gage, le créancier gagiste est autorisé à réaliser, sans mise en demeure ni décision judiciaire préalable, les créances bancaires faisant l'objet du gage, dans les meilleurs délais possibles. Le produit de réalisation de ces créances bancaires est imputé, conformément à l'article 1254 du Code civil, sur la créance en principal, intérêts et frais, du créancier gagiste. Le solde éventuel revient au débiteur gagiste ou, selon le cas, au tiers constituant du gage.

§ 2. Sans préjudice du § 1^{er}, dans la mesure où les parties en sont convenues et que cet accord en précise les modalités, notamment en ce qui concerne l'évaluation des créances bancaires données en gage, le créancier gagiste est autorisé, en cas de défaut d'exécution, à s'approprier, sans mise en demeure ni décision judiciaire préalable, les créances bancaires données en gage nonobstant une procédure d'insolvabilité, la saisie ou toute situation de concours entre créanciers du débiteur ou du tiers constituant du gage. Le montant résultant de l'évaluation des créances bancaires données en gage est imputé, conformément à l'article 1254 du Code civil, sur la créance en principal, intérêts et frais du créancier gagiste. Le solde éventuel revient au débiteur gagiste ou, selon le cas, au tiers constituant du gage.

§ 3. Les §§ 1^{er} et 2 ne portent pas préjudice à la possibilité pour les cours et tribunaux de contrôler ultérieurement les conditions de la réalisation des créances bancaires données en gage ou l'évaluation de ces créances bancaires ou du montant de la créance garantie."

Art. 19. À l'article 12 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"§ 1^{er}. L'article 1328 et les dispositions du livre III, titre XVII du Code civil ainsi que les dispositions du livre Ier, titre VI du Code de commerce ne sont pas applicables aux transferts de propriété d'instruments financiers, d'espèces ou de créances bancaires en vue de garantir des engagements, qui comprennent un engagement du cessionnaire de rétrocéder les instruments financiers, les espèces ou les créances bancaires cédés, ou des instruments ou valeurs équivalents, sauf en cas d'inexécution totale ou partielle de l'engagement garanti.

§ 2. Onder voorbehoud van artikel 27 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet en artikel 74 van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, kunnen de schuldenaars van een bankvordering die in pand werd gegeven of werd overgedragen schriftelijk of via elke andere juridisch evenwaardige weg verzaken aan :

— hun rechten op schuldvergelijking ten aanzien van de houders van de bankvorderingen en ten aanzien van de personen ten gunste van wie deze houder een inpandgeving, een overdracht of eender welke andere mobilisering van de als zekerheid verstrekte bankvordering heeft verricht;

— hun rechten voortspruitend uit eventuele regels over bankgeheim die, bij gebreke daaraan, ertoe zouden leiden dat de houder van de bankvordering verhinderd of beperkt is in zijn mogelijkheid inlichtingen te verstrekken met betrekking tot de bankvordering of de schuldenaar teneinde de in waarborg gegeven bankvordering te gebruiken."

Art. 17. In artikel 7 van dezelfde wet wordt § 2 vervangen als volgt :

"§ 2. Op de marge-opvragingen en op de gelijkwaardige financiële instrumenten, contanten of bankvorderingen die, tijdens de duur van de overeenkomst, in de plaats worden gesteld van de activa die het oorspronkelijke pand vormen, is dezelfde regeling van toepassing als op de laatstgenoemde activa. In geval van bankvorderingen, tast het recht van de pandgever op het innen van de opbrengst de ten gunste van de begunstigde gestelde zekerheid niet aan."

Art. 18. In diezelfde wet wordt een artikel 9/1 ingelast, luidend als volgt :

"Art. 9/1. § 1. Behoudens andersluidende overeenkomst tussen de partijen, is het de pandhoudende schuldeiser toegestaan om, bij wanprestatie, niettegenstaande een insolventieprocedure, het beslag of enig ander geval van samenloop tussen de schuldeisers van de schuldenaar of van de derde pandgever, de bankvorderingen waarop het pand betrekking heeft, binnen de kortst mogelijke termijn en zonder voorafgaande ingebrekestelling of gerechtelijke beslissing, te realiseren. De opbrengst van de realisatie van die bankvorderingen wordt, overeenkomstig artikel 1254 van het Burgerlijk Wetboek, toegerekend op de schuldvordering in hoofdsom, interesten en kosten, van de pandhoudende schuldeiser. Het eventuele saldo komt toe aan de pandgevende schuldenaar of, naargelang van het geval, de derde pandgever.

§ 2. Onverminderd § 1 en voor zover de partijen daarover overeenstemming hebben bereikt en zij daarvoor in de overeenkomst de modaliteiten hebben vastgesteld, inzonderheid voor de waardering van de in pand gegeven bankvorderingen, is het de pandhoudende schuldeiser toegestaan om zich, bij wanprestatie, zonder voorafgaande ingebrekestelling of gerechtelijke beslissing, de in pand gegeven bankvorderingen toe te eigenen, niettegenstaande een insolventieprocedure, het beslag of enig ander geval van samenloop tussen de schuldeisers van de schuldenaar of van de derde pandgever. Het bedrag dat voortvloeit uit de waardering van de in pand gegeven bankvorderingen wordt, overeenkomstig artikel 1254 van het Burgerlijk Wetboek, toegerekend op de schuldvordering in hoofdsom, interesten en kosten, van de pandhoudende schuldeiser. Het eventuele saldo komt toe aan de pandgevende schuldenaar of, naargelang van het geval, de derde pandgever.

§ 3. §§ 1 en 2 doen geen afbreuk aan de mogelijkheid voor de hoven en rechtbanken om achteraf een controle te doen van de voorwaarden voor de realisatie van de in pand gegeven bankvorderingen of van de waardering van die bankvorderingen of het bedrag van de gewaarborgde schuldvordering."

Art. 19. In artikel 12 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 1 wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Artikel 1328 en de bepalingen van boek III, titel XVII van het Burgerlijk Wetboek evenals de bepalingen van boek I, titel VI van het Wetboek van koophandel zijn niet van toepassing op de eigendoms-overdrachten van financiële instrumenten, van contanten of van bankvorderingen die worden verricht om verbintenissen te waarborgen en die een verbintenis van de overnemer inhouden om de overgedragen financiële instrumenten, contanten of bankvorderingen, of gelijkwaardige instrumenten of waarden, terug over te dragen, behalve wanneer de gewaarborgde verbintenis helemaal niet of slechts gedeeltelijk wordt uitgevoerd.

Il en va de même des appels de marge ainsi que de la substitution en cours de contrat de nouveaux instruments financiers, autres espèces ou créances bancaires aux avoirs cédés initialement.”;

2° au § 3, les mots “ou des créances bancaires” sont insérés entre les mots “le montant des espèces” et les mots “ou la valeur”.

Art. 20. Dans la même loi, l'article 14, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2, rédigé comme suit :

“§ 2. Le § 1^{er} du présent article ne s'applique pas aux conventions de netting ainsi qu'aux clauses et conditions résolutoires ou de déchéance du terme stipulées pour permettre la novation ou la compensation, conclues entre ou avec des personnes physiques non commerçantes.

Le § 1^{er} du présent article reste toutefois d'application concernant les conventions de netting ainsi que les clauses et conditions résolutoires ou de déchéance du terme stipulées pour permettre la novation ou la compensation qui ont été conclues à un moment où la personne physique avait la qualité de commerçant à condition que la novation ou la compensation porte sur au moins une créance née à un moment où la personne physique était commerçante.

L'alinéa 1^{er} du présent paragraphe ne porte pas préjudice au droit d'imputation sur la créance garantie dans le cadre de la réalisation d'une convention constitutive de sûreté réelle.”

Art. 21. A l'article 15 de la même loi, il est inséré un § 3 rédigé comme suit :

“§ 3. Les §§ 1^{er} et 2 du présent article ne s'appliquent pas aux conventions de netting ainsi qu'aux clauses et conditions résolutoires ou de déchéance du terme stipulées pour permettre la novation ou la compensation, conclues entre ou avec des personnes physiques non commerçantes.

Le § 1^{er} du présent article reste toutefois d'application concernant les conventions de netting ainsi que les clauses et conditions résolutoires ou de déchéance du terme stipulées pour permettre la novation ou la compensation qui ont été conclues à un moment où la personne physique avait la qualité de commerçant à condition que la novation ou la compensation porte sur au moins une créance née à un moment où la personne physique était commerçante.

L'alinéa 1^{er} du présent paragraphe ne porte pas préjudice au droit d'imputation sur la créance garantie dans le cadre de la réalisation d'une convention constitutive de sûreté réelle.”

CHAPITRE 4. — *Modifications de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises*

Art. 22. L'article 34 de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises est remplacé par ce qui suit :

“Art. 34. La compensation n'est permise au cours du sursis entre créances sursitaires et créances nées au cours du sursis que si ces créances sont connexes.”

Art. 23. A l'article 49, alinéa 3, de la même loi, les mots “ni des créances pouvant être compensées en vertu d'une convention antérieure à l'ouverture de la procédure de réorganisation” sont abrogés.

Hetzelfde geldt voor de marge-opvragingen en voor de substitutie, tijdens de duur van de overeenkomst, van de oorspronkelijk overgedragen activa door nieuwe financiële instrumenten, andere contanten of bankvorderingen.”;

2° in § 3 worden de woorden “of van de bankvorderingen” ingevoegd tussen de woorden “het bedrag van de contanten” en de woorden “of de waarde”.

Art. 20. In dezelfde wet wordt artikel 14, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt :

“§ 2. Paragraaf 1 van dit artikel is niet van toepassing op de nettingovereenkomsten, noch op de ontbindende bedingen en voorwaarden of de bedingen en voorwaarden met betrekking tot de vroegtijdige beëindiging die zijn vastgelegd om de schuldvernieuwing of -vergelijking mogelijk te maken, gesloten tussen of met natuurlijke personen die geen kooplieden zijn.

Paragraaf 1 van dit artikel blijft evenwel van toepassing op de nettingovereenkomsten en op de ontbindende bedingen en voorwaarden of de bedingen en voorwaarden met betrekking tot de vroegtijdige beëindiging die zijn vastgelegd om de schuldvernieuwing of -vergelijking mogelijk te maken, die werden gesloten op een ogenblik dat de natuurlijke persoon de hoedanigheid van koopman had, op voorwaarde dat de schuldvernieuwing of schuldvergelijking wordt ingeroepen voor minstens één verbintenis die is ontstaan op een ogenblik dat de natuurlijke persoon koopman was.

Het eerste lid van deze paragraaf doet geen afbreuk aan het recht van toerekening op de gewaarborgde schuldvordering in het kader van de realisatie van een zakelijke zekerheidsovereenkomst.”

Art. 21. In artikel 15 van dezelfde wet wordt een § 3 ingevoegd, luidende :

“§ 3. §§ 1 en 2 van dit artikel zij niet van toepassing op de nettingovereenkomsten, noch op de ontbindende bedingen en voorwaarden of de bedingen en voorwaarden met betrekking tot de vroegtijdige beëindiging die zijn vastgelegd om de schuldvernieuwing of -vergelijking mogelijk te maken, gesloten tussen of met natuurlijke personen die geen kooplieden zijn.

Paragraaf 1 van dit artikel blijft evenwel van toepassing op de nettingovereenkomsten en op de ontbindende bedingen en voorwaarden of de bedingen en voorwaarden met betrekking tot de vroegtijdige beëindiging die zijn vastgelegd om de schuldvernieuwing of -vergelijking mogelijk te maken, die werden gesloten op een ogenblik dat de natuurlijke persoon de hoedanigheid van koopman had, op voorwaarde dat de schuldvernieuwing of schuldvergelijking wordt ingeroepen voor minstens één verbintenis die is ontstaan op een ogenblik dat de natuurlijke persoon koopman was.

Het eerste lid van deze paragraaf doet geen afbreuk aan het recht van toerekening op de gewaarborgde schuldvordering in het kader van de realisatie van een zakelijke zekerheidsovereenkomst.”

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen aan de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen*

Art. 22. Artikel 34 van de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen wordt vervangen als volgt :

“Art. 34. Schuldvergelijking tijdens de opschorting is enkel toegestaan tussen schuldvorderingen in de opschorting en schulden ontstaan tijdens de opschorting indien deze verkocht zijn.”

Art. 23. In artikel 49, derde lid, van dezelfde wet, worden de woorden “noch met betrekking tot vorderingen die op grond van een voor de opening van de procedure van reorganisatie gesloten overeenkomst kunnen worden gecompenseerd” opgeheven.

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 26 septembre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Finances et des Réformes institutionnelles,
D. REYNDERS

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

—
Note

Références aux travaux parlementaires à reprendre lors de la publication de la loi au *Moniteur belge*

Chambre : Doc K. 53 1714/(2010/2011) :

001 : Projet de loi

002 : Amendements

003 : Rapport.

004 : Texte adopté par la commission.

Voir aussi :

Compte rendu intégral :

13 septembre 2011.

Sénat : S. 5-1218/2.

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 26 september 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Financiën en Institutionele Hervormingen,
D. REYNDERS

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

—
Nota

Verwijzingen naar de parlementaire voorbereiding te vermelden bij de bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad*

Kamer : Doc K. 53 1714/(2010/2011) :

001 : Wetsontwerp

002 : Amendementen

003 : Verslag.

004 : Tekst aangenomen door de commissie.

Zie ook :

Integraal verslag :

13 september 2011.

Senaat : S. 5-1218/2.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2011 — 2923

[C — 2011/03371]

7 NOVEMBRE 2011. — Arrêté royal déterminant les produits dérivés et autres opérations financières visés à l'article 4, § 3 et § 4, de la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté qui est soumis à la signature de Votre Majesté, tend à décrire les « produits dérivés et autres opérations financières » dont question à l'article 4, § 3 et § 4, de la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers.

Le champ d'application de la loi du 15 décembre 2004 a été limité dans l'article 4 précité en excluant les règles de réalisation simplifiée décrites aux articles 9 et 9/1 ainsi que l'activation des clauses de close-out netting lorsqu'une procédure de réorganisation judiciaire est demandée ou ouverte dans le chef d'une personne qui n'est pas une personne morale publique ou financière ou dans le chef d'une personne morale publique ou financière si sa contrepartie est une personne qui n'est pas une personne morale publique ou financière et que le défaut d'exécution n'est pas un défaut de paiement.

Toutefois, le fonctionnement des clauses de close-out netting et des sûretés dans le cadre de produits financiers doit absolument être garanti. C'est pourquoi les articles 4, § 3 et § 4, stipulent que les limitations énoncées ci-dessus ne sont pas applicables aux sûretés réelles, conventions de netting et clauses et conditions résolutoires ou de déchéance du terme stipulées pour permettre la novation ou la compensation lorsqu'elles sont conclues dans le cadre de produits dérivés et d'autres opérations financières telles que décrites par le Roi dans un arrêté concerté avec la Banque Nationale de Belgique.

Afin d'établir cette énumération, il a entre autres été tenu compte de (a) l'intérêt des clauses de close-out netting et des mécanismes de sûreté susvisés pour le fonctionnement normal des opérations concernées et (b) des pratiques de marché belges et internationales (par ex. l'emploi de contrats cadres internationaux standardisés).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2011 — 2923

[C — 2011/03371]

7 NOVEMBER 2011. — Koninklijk besluit tot bepaling van de derivaten en andere financiële verrichtingen bedoeld in artikel 4, § 3 en § 4, van de wet van 15 december 2004 betreffende financiële zekerheden en houdende diverse fiscale bepalingen inzake zakelijke-zekerheidsvereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat ter ondertekening aan Uwe Majesteit wordt voorgelegd, strekt ertoe de derivaten en andere financiële verrichtingen te omschrijven zoals bedoeld in artikel 4, § 3 en § 4, van de wet van 15 december 2004 betreffende financiële zekerheden en houdende diverse bepalingen inzake zakelijke-zekerheidsvereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten.

In voornoemd artikel 4 werd het toepassingsgebied van de wet van 15 december 2004 beperkt door de in de artikelen 9 en 9/1 omschreven regel van vereenvoudigde realisatie, alsook de activering van close-out netting clausules uit te sluiten wanneer een gerechtelijke reorganisatie-procedure wordt aangevraagd of geopend in hoofde van een persoon die geen publieke of financiële rechtspersoon is of van een publieke of financiële rechtspersoon indien zijn tegenpartij een persoon is die geen publieke of financiële rechtspersoon is én de niet-uitvoering geen wanbetaling is.

De werking van de close-out netting en de zekerheden in het kader van financiële producten moet echter maximaal gevrijwaard worden. Bijgevolg bepalen artikel 4, § 3 en § 4, dat bovenvermelde beperking niet van toepassing is op de zakelijke zekerheden, nettingovereenkomsten en ontbindende bedingen en voorwaarden en de bedingen en voorwaarden met betrekking tot de vroegtijdige beëindiging die zijn vastgelegd om de schuldvernieuwing of -vergelijking mogelijk te maken, wanneer die zijn overeengekomen naar aanleiding van derivaten of andere financiële verrichtingen zoals omschreven door de Koning bij een met de Nationale Bank van België overlegd besluit.

Bij het bepalen van deze lijst wordt onder andere rekening gehouden met (a) het belang van close-out netting en de geïndiceerde zekerheidsmechanismen voor de normale werking van de betrokken verrichtingen en (b) de Belgische en internationale marktpraktijken (b.v. het gebruik van internationaal gestandaardiseerde kaderovereenkomsten).²